

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 28 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GCA LOGISTICS FOS

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4
7 avenue de Shanghai
13230 Port-Saint-Louis-Du-Rhône

Références : D-1582-2024
SPR/2025/0044
Code AIOT : 0006410881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objectif principal de clarifier certains points suite aux dernières inspections de juin 2023 et février 2024. Pour répondre à la nécessité de s'assurer que l'exploitation du site s'effectue dans des conditions de sécurité satisfaisantes et conformes au dossier d'autorisation une visite d'inspection inopinée était plus adaptée pour contrôler des thématiques déjà abordées précédemment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Il est classé Seveso seuil haut.

Il est autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles et/ou dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Visite d'inspection inopinée

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a contribué au bon déroulement de cette inspection inopinée. Le Directeur du site, le Directeur des Opérations et la Responsable QHSE sont restés disponibles durant l'intégralité de la visite, de 9h30 à 18h50.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6	Astreinte, Amende	-
2	Exploitation sans titre	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure Déchets	1 mois
3	Dépassement quantités	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Localisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Stockages	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.5	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Issues de secours et portes inter-cellules	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.1.6	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
8	Portes coupe-feu : fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.1.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Portes coupe-feu : maintenance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.3	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	FDS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Incompatibilités	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 8	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
12	SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Sûreté	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Ventilation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015 , Article 8.4.3	Demande de justificatifs	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constatations réalisées lors de la visite conduisent à considérer que l'exploitant ne parvient pas à totalement maîtriser ses procédés : dépassements des quantités autorisées, conditions de stockage non conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, écart entre les modalités réelles d'exploitation et celles figurant dans les éléments du dossier d'autorisation...

Par ailleurs, l'absence de procédures formalisées relatives au suivi des modifications, au suivi des incompatibilités ainsi qu'au retour rapide à la conformité en cas de non-respect de prescriptions est de nature à complexifier le maintien d'un niveau de sécurité satisfaisant en phase d'exploitation.

Enfin, il a également été constaté des non-conformités sur les conditions d'exploitation et notamment sur l'accessibilité et le caractère fonctionnel des issues de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en : <ul style="list-style-type: none"> complétant, sous deux mois, l'état des matières stockées : <ul style="list-style-type: none"> en y intégrant toutes les matières combustibles ; en précisant la localisation par cellule des matières combustibles non dangereuses ; en précisant les quantités des substances, produits, matières ou déchets présents pour chaque zone de stockage ; en y faisant apparaître les mentions de danger des matières dangereuses de manière à ce que cette information soit directement accessible ; pour les matières autres que les matières dangereuses, en regroupant les produits par grandes familles de produits, matières ou déchets selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;

- en mettant à jour le plan général des zones de stockage ;
- en référençant l'état des matières stockées dans le POI ;
- réalisant, sous 2 mois, l'état des matières stockées sous format synthétique ;
- revoyant, sous 1 mois, le référencement des produits dangereux (numéros de produits) afin de pouvoir retrouver la FDS correspondante facilement.

Constats :

Sur la thématique déchets :

La visite terrain a révélé la présence de plusieurs « spots » de déchets sur l'ensemble du site (1 à 2 par cellule ainsi qu'en extérieur au niveau du quai fer). Par ailleurs, les constats suivants ont pu être réalisés : la nature des déchets n'est pas identifiée, la localisation des différents points ne figure sur aucun plan, certains déchets sont entreposés à même le sol, certains déchets sont accolés aux parois des cellules, les déchets dangereux (javel) ne sont pas disposés sur rétention, un polymère (selon les dires de l'exploitant) sous forme de poudre était stocké à l'extérieur sans protection ; le quai présentait à ce niveau des traces de lessivage du produit considéré.

Enfin il est à noter que l'état des stocks présenté en séance ne comporte aucune partie relative aux déchets de manière macroscopique, ni à l'échelle de la cellule. La quantité par typologie de déchets n'est, de fait, pas non plus disponible.

Sur la complétude de l'état des stocks :

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 novembre 2023 ne sont toujours pas respectées. L'exploitant a présenté à l'Inspection le tableau reçu à 05h23 par mail automatique depuis le logiciel de gestion. Ce dernier est organisé comme suit :

- onglet 1 : « image stock article »
- onglet 2 : « image stock magasin global » : renseigne sur les quantités par mention de danger et par cellule
- onglet 3 : « tonnage stock ICPE » : renseigne sur les dépassements des quantités autorisées
- onglet 4 : « tonnage stock magasin ICPE »

L'onglet 2 présente une mention de danger par article, cependant l'exploitant a indiqué que ce n'était pas exhaustif et qu'il s'agissait uniquement de la première mention de danger saisie dans le logiciel (dans l'ordre alphanumérique) et pas nécessairement la mention de danger « principale ».

Pour connaître toutes les mentions de danger d'un produit, il faut avoir recours à un second tableau (dans un autre fichier) portant uniquement sur les matières dangereuses.

Voici les non-conformités relevées :

- des produits dangereux (associés à une rubrique ICPE 4xxx), mais sans mention de danger saisie dans le fichier (336 articles recensés),
- des produits dangereux avec les mauvaises mentions de danger (ex produit d'hivernage AQUALUX, la même erreur sur le même produit avait déjà été identifiée lors de la visite du 15 juin 2023),
- des produits dangereux sans rubrique ICPE et sans mention de danger,
- des matières combustibles non dangereuses non répertoriées (zone de stockage de palettes et la quantité maximale stockée ne figurent pas dans l'état des stocks),
- la zone extérieure de stockage des containers n'est pas renseignée,
- les zones de déchets ne sont pas répertoriées,
- pour les matières autres que les matières dangereuses, les produits n'étaient pas regroupés par grandes familles de produits, matières ou déchets selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. En particulier, les stockages de batteries n'y figuraient pas. La zone de stockage de batteries figure dans le plan fourni

après la visite d'inspection de février 2024 mais le plan n'est pas à jour (cf. paragraphe suivant) et l'exploitant n'a pas été en mesure de le retrouver lors de la visite du 10 décembre 2024.

A ce jour aucun document n'est autoporteur et ne répond à l'ensemble des prescriptions applicables. Cette configuration ne permet pas de répondre aux besoins liés à la gestion d'un événement accidentel.

De plus, les éléments produits par l'exploitant ne permettent pas non plus de répondre aux dispositions du point 2 de l'article 1.4 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 « *répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage* ».

Concernant le plan général des zones de stockage :

Ce document n'a pu être présenté par l'exploitant le jour de la visite. L'Inspection disposait d'un document ancien transmis par l'exploitant le 12 février 2024 et bâti sur un document de décembre 2023 mais ce dernier :

- présente des incohérences : ancienne nomenclature de rubriques (datant d'avant 2016), rubriques non autorisées,
- n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté d'autorisation,
- n'est pas conforme à la situation réelle observée sur site le 10 décembre 2024.

De plus,

- les stocks de pellets (matière combustible non dangereuse) présents en différents points des cellules 2, 3 et 4 (hors zones de stockage, cf. constats du point de contrôle n°4) ne sont localisés sur aucun plan et ne sont pas identifiables dans l'état des stocks présenté. *Post inspection l'exploitant a confirmé que ces produits ne figuraient pas à l'état des stocks et a indiqué avoir corrigé ce dernier,*
- l'exploitant ne maîtrise pas la localisation de l'ensemble de ses stocks. En effet, la première ligne du tableau « tonnage stock magasin ICPE » fait état de 10,606 tonnes de produits stockés dont 6,6 tonnes classées en rubrique 4510 mais la localisation n'était pas précisée et l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer où se trouvaient ces produits ni d'en préciser la nature.

Compte-tenu de ces constatations il convient de considérer que les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne sont pas respectées dans leur l'ensemble.

Le non-respect de prescriptions d'une mise en demeure est une infraction délictuelle. Aussi un procès-verbal sera dressé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit satisfaire à l'ensemble des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 novembre 2023.

En application de l'article L.171-8-II.4° du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral rendant redevable l'exploitant du paiement :

- d'une amende ;
- d'une astreinte journalière dans l'attente du retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende

N° 2 : Exploitation sans titre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, situation administrative

Prescription contrôlée :

N° de Rubrique ICPE	Alinéa	Désignation de l'activité			
1172	1	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	1132	B,1.b	Toxiques présentant des effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée (fabrication industrielle, emploi ou stockage de substances et mélanges) B. Emploi ou stockage 1. Substances et mélanges solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : B) supérieure ou égale à 50 t.
1173	1	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	1412	2.a	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : A) supérieure ou égale à 50 t.
1200	2.a	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques : 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : A) supérieure ou égale à 200 t	1432	2.a	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : A) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³
1131	2.a	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : B) supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t	1510	1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³
			1530	1	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³
			1532	1	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³
			2662	1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) La volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³
			2663	1.a	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale usinaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 1. à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc... le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 45 000 m ³
				2.a	2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 80 000 m ³
			1611	2	Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70%, phosphorique à plus de 16%, sulfurique à plus de 25%, nitrhydrique phosphorique (emploi ou stockage de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t
			2925		Accumulateurs (batteries de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW
			1630	B	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) B. Emploi ou stockage de lessives de Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.

<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 1450 : pour mémoire, l'exploitant a indiqué par écrit fin 2023 qu'il abandonnait sa demande de disposer de cette rubrique. Pourtant, l'état des stocks présenté le 10 décembre 2024 fait état de 26 kg dans une localisation non définie, de 748 kg en cellule 3, de 86 kg en cellule 5.1, de 60 kg en cellule 7.2 et de 70 kg en cellule 7.3. Soit un total de 990 kg. Dès lors, cette activité aurait dû être déclarée (quantité supérieure à 50 kg) car elle ne figure pas dans le tableau de nomenclature de l'arrêté préfectoral d'autorisation. De plus l'Inspection a alerté l'exploitant sur la proximité du seuil de l'autorisation définit à 1 tonne de matières stockées. Les contrôles réalisés sur les états des stocks des journées du 3 décembre, 26, 19 et 12 novembre, 27 août et 30 juillet 2024 ont mis en évidence le même dépassement, toujours inférieur au seuil de 1 tonne. • Rubrique 2718 : la visite terrain a permis d'identifier la présence de fûts vides souillés et usagés du client « Air Liquide ». La quantité observée en cellule 4 était de 22 pièces de 200 l soit un poids estimé entre 374 et 440 kg (17 à 20 kg par pièce vide). La détention et le transfert de ces matériaux correspond à une activité de tri / transit de déchets dangereux (rubrique 2718) sauf si l'exploitant démontre qu'il ne s'agit pas de déchets. Lors de la visite terrain, l'exploitant a indiqué que ces fûts vides allaient partir en Inde mais il ne connaissait pas leur destination finale (traitement, valorisation, etc.).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ régulariser, sous 1 mois, la situation vis-à-vis de la rubrique 1450 par la diminution des masses stockées sous le seuil de déclaration ◦ régulariser, sous 1 mois, la situation vis-à-vis de la rubrique 2718 en stoppant son activité de transit de déchets dangereux ou en apportant la justification que les fûts vides souillés ne sont pas des déchets.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Dépassement quantités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, autorisation d'exploiter</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités initiales de l'arrêté préfectoral ont fait l'objet de plusieurs dossiers de Porter à Connaissance (PAC) successifs, l'instruction n'est pas finalisée considérant les évolutions fréquentes des modalités de stockage.</p> <p>Les quantités suivies par l'exploitant dans son état des stocks sont celles figurant au dossier de PAC du 16 juillet 2020.</p> <p>350 tonnes en 4511</p> <p>590 tonnes en 4440</p>

Constats :

L'exploitant a présenté un tableau de suivi des quantités autorisées. Le tableau comporte une colonne « tonnage d'alerte » et une colonne « tonnage maximum autorisé ». Ce tableau présente une mise en forme automatique afin de mettre en évidence les rubriques en dépassement.

Le tableau est paramétré pour les quantités suivantes :

- 826 tonnes en 1450 (rubrique non autorisée à ce jour)
- 215 tonnes pour chacune des rubriques 4120/4130/4140, cela ne permet pas de suivre le respect de la quantité maximale qui porte sur l'ensemble de ces rubriques
- 109 tonnes en 4320
- 826 tonnes pour chacune des rubriques 4330/4331/4734, cela ne permet pas de suivre le respect de la quantité maximale qui porte sur l'ensemble de ces rubriques
- 590 tonnes pour chacune des rubriques 4440/4441, cela ne permet pas de suivre le respect de la quantité maximale qui porte sur l'ensemble de ces rubriques
- 2722 tonnes en 4510
- 360 tonnes en 4511 (l'Inspection a précisé ne pas comprendre d'où provient cette valeur, l'exploitant confirme qu'il est question d'une erreur de saisie et que la valeur à retenir est 350 tonnes)

Le jour de l'inspection l'état des stocks faisait état de dépassements très importants pour deux rubriques de produits dangereux, supérieurs de 27 % pour l'une et de plus de 100 % pour l'autre.

Les contrôles réalisés sur les états des stocks des journées du 3 décembre, 26, 19 et 12 novembre, 27 août 2024 font également état de dépassements importants pour ces deux rubriques. L'état du 30 juillet ne présente un dépassement que pour la rubrique 4440. Ces dépassements ne sont donc pas conjoncturels mais réguliers.

En outre, de tels dépassements sur l'une des rubriques concernées avaient déjà été relevés lors de précédentes visites d'inspection du 16 décembre 2021 et du 28 juillet 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous 15 jours :

- de respecter les quantités autorisées dans son arrêté préfectoral d'autorisation et le PAC du 16 juillet 2020 pour les rubriques 4511 et 4440

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Localisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, organisation de l'installation

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment de stockage d'une superficie de 34 400 m²;
- la surface de stockage est répartie dans 7 cellules:
 - quatre cellules numérotées de 1 à 4 d'une surface de 6 000 m², uniquement dédiées au stockage de produits non dangereux;
 - une cellule n°5 d'une surface de 5 390 m²;
 - une cellule n°6 d'une surface de 993 m²;
 - une cellule n°7 d'une surface de 2 018 m²;
- une aire d'une superficie de 4 320 m² pour le stockage de conteneurs y compris des conteneurs de matières dangereuses ;
- dix silos de stockage de produits pulvérulents (matières plastiques et minérales) ;
- des locaux d'utilités et bureaux, dont un local de charge et une chaufferie.

Des produits et matières dangereuses peuvent être stockés dans les cellules n° 5, 6 et 7.

La cellule n°5 est organisée de la façon suivante:

- Une sous cellule 5.1 correspondant à la zone de stockage des produits et matières non dangereux, des sous cellules 5.2 à 5.5 correspondant à la zone de stockage des produits et matières dangereux;
- une sous cellule numérotée 5.1 d'une surface de 2 400 m² dédiée au stockage de produits et matières non dangereux;
- une sous cellule numérotée 5.2 d'une surface de 395 m² dédiée au stockage de produits et matières combustibles;
- une sous cellule numérotée 5.3 d'une surface de 1 584 m² dédiée au stockage de produits et matières dangereux pour l'environnement (toxiques pour les organismes aquatiques);
- une sous cellule numérotée 5.4 d'une surface de 553 m² dédiée au stockage de produits et matières toxiques présentant des effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée;
- une sous cellule numérotée 5.5 d'une surface de 400 m² dédiée au chargement et déchargement des produits et matières des sous cellule 5.2 à 5.4.

La cellule n°6 est organisée de la façon suivante:

- une sous cellule numérotée 6.1 d'une surface de 300 m² dédiée au stockage d'acides chlorhydrique, formique, nitrique, phosphorique, sulfurique et d'anhydride phosphorique;
- une sous cellule numérotée 6.2 d'une surface de 694 m² dédiée au stockage de produits et matières dangereux pour l'environnement (très toxiques pour les organismes aquatiques);

La cellule n°7 est organisée de la façon suivante:

- une sous cellule numérotée 7.1 d'une surface de 408 m² dédiée au stockage de liquides inflammables sous forme d'aérosol propulsé par des gaz inflammables;
- une sous cellule numérotée 7.2 d'une surface de 1 212 m² dédiée au stockage de liquides inflammables;
- une sous cellule numérotée 7.3 d'une surface de 400 m² dédiée au chargement et déchargement des produits et matières des sous cellule 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2.

Les modalités et zones de stockage initiales prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation ont fait l'objet de plusieurs dossiers de Porter à Connaissance (PAC) successifs, l'instruction n'est pas finalisée considérant les évolutions fréquentes.

Constats :

L'état des stocks présenté en salle (transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection) ainsi que la visite terrain, attestent d'une présence avérée de matières dangereuses dans les cellules 1 à 4 ainsi qu'en cellule 5.1.

Les quantités de matières dangereuses stockées dans ces cellules sont au 10 décembre de :

- 42,5 tonnes en cellule 1
- 10 tonnes en cellule 2
- 88,77 tonnes en cellule 3
- 398,08 tonnes en cellules 4
- 731 tonnes en cellule 5.1

Par ailleurs, à titre d'exemple, il a été identifié la présence de :

- produits classés 4440 (combustibles) et 4330 (inflammables) en 5.1 et 5.4
- produits classés 4130, 4140, 4331, 4510 et 4511 en cellule 7.1 (cellule initialement prévue pour des aérosols inflammables). L'exploitant a confirmé ne pas s'être interrogé sur la capacité de rétention affectée à cette cellule par rapport aux volumes stockés ni sur l'adéquation des moyens incendie,
- batteries en cellule 3.

L'inspection a ainsi noté une absence totale de cohérence entre les modalités d'exploitation réelles de l'installation et les documents établis dans le cadre du dossier d'autorisation (plan du site, plans des stockages, Etude de dangers (EDD), étude Flumilog (modélisation des effets d'un incendie), plan d'opération interne (POI), plan de défense incendie (PDI)).

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les documents : POI, PDI, dimensionnement des rétentions, mise à jour de l'étude des effets thermiques, n'avaient pas fait l'objet d'une actualisation pour tenir compte des nouvelles modalités de stockage. En outre, il a également précisé ne pas avoir fait de vérification sur la compatibilité des systèmes de détection et d'extinction automatiques d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 1 mois, l'ensemble des conditions de stockages prévues dans son arrêté d'autorisation. En particulier, la localisation des stockages des matières dangereuses devra respecter les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...]

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

[...]

De plus les dispositions du point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 fixent la largeur des allées à 2 m minimum tant pour les stockages en masse que pour ceux en rack

Constats :

La visite de terrain a permis de constater les éléments suivants :

- en cellule 1, il y avait un big bag de granulés plastique de récupération stocké contre la paroi du fond (côté quai fer)
- au niveau des cellules 1 et 2 en extérieur au niveau du quai fer, il y a des matériaux stockés contre la façade du bâtiment : palettes bois, panneaux de cloison, big bag de poudre plastique
- au niveau de la cellule 3
 - stockage de batteries (pas d'extincteurs dédié à proximité) 8 palettes (en dehors d'une zone prévue à cet effet)
 - stockage en fond de cellule de pellets (environ 42 palettes) contre la paroi quai fer et encombrement des allées sur le fond ainsi qu'au niveau de l'allée centrale,
- en cellule 4,
 - il y avait d'importantes quantités de pellets stockées contre la paroi du fond (environ 20 palettes), des palettes vides dans l'angle au fond avec la cellule 3 ainsi que des palettes d'isolants polystyrène également contre la paroi,
 - il était complètement impossible de circuler à l'arrière de la cellule pour accéder d'une allée à l'autre ou vers l'issue de secours,
 - il semblait y avoir des produits dangereux liquides à plus de 5 m de hauteur, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la nature du produit concerné. Après vérification par l'Inspection post-visite des codes UN apparaissant sur les cartons concernés, les produits seraient solides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de déplacer, sous 7 jours, tous les matériaux et produits situés hors des zones de stockage autorisées, de sorte à respecter l'ensemble des dispositions de l'article 8.7.5 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation ainsi que de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 1.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution [...] Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches.

Article 25-VII. de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :

VII.- Stockage des déchets

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 :

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus [...].

Constats :

La présence de poudres plastiques en big bag avec trace de lessivage a été relevée au niveau du quai fer, il n'y avait pas de dispositif de rétention et ces éléments n'étaient pas protégés des intempéries.

En divers points de l'entrepôt il a été noté la présence de déchets. Ces zones de dépôts n'étaient pas organisées, elles n'étaient pas matérialisées (ni physiquement ni sur les plans). L'usage de bac n'est pas systématique pour les déchets dangereux. L'Inspection a observé des déchets disposés en vrac en fond d'allée (bidons et seaux abîmés contenant des produits dangereux en attente de récupération par CHIMIREC. Les bacs mis à disposition par CHIMIREC n'étaient pas toujours utilisés.

L'Inspection a également noté la présence de batteries abîmées lors du transport ou au cours d'opérations de manutention, ces éléments ne faisaient pas l'objet d'un isolement et étaient stockés ensemble sans précautions particulières sur une partie de la zone stockage masse de la cellule 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter le point 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 sur la gestion de ses déchets ainsi que celles du point VII de l'article 25 de l'AM du 4/10/10.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Issues de secours et portes inter-cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.1.6 et point 14 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017

Thème(s) : Risques accidentels, évacuation

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

Constats :

L'évacuation rapide du personnel depuis tout point de l'entrepôt ne peut être garantie en l'état des constatations. Les encombrements des zones de circulation observés en cellules 3, 4 et 7.2 ne sont pas compatibles avec cet objectif.

De même l'accessibilité à deux issues opposées donnant sur l'extérieur n'est pas non plus garantie en toute cellule de l'entrepôt en particulier au niveau des cellules 3, 4 et 6.2 (accessibilité de la porte côté quai fer non assurée) et la porte de la cellule 6.1 donnant sur l'extérieur était non fonctionnelle (ouverture impossible à cause de la végétation).

Lors de la visite terrain les différentes portes de secours (donnant sur l'extérieur et inter-cellules) ont été regardées et testées, il a été constaté que :

- la porte donnant sur l'extérieur (issue de secours) de la cellule 2 était entrouverte, l'exploitant l'a fermée suite à notre passage ;
- la porte donnant sur l'extérieur (issue de secours) de la cellule 4 ne se fermait pas complètement, il y avait un jeu (plusieurs centimètres) au niveau du bas de la porte ;
- la porte donnant sur l'extérieur (issue de secours) de la cellule 5.1, servant aussi de porte d'accès aux chauffeurs, était tenue ouverte à l'aide d'un parpaing ; en outre, cette porte ne se fermait pas complètement, il y avait un jeu au niveau du bas de la porte ;
- la porte piéton entre les cellules 5.4 et 5.5 était bloquée (impossibilité de l'ouvrir) à cause d'un affaissement de sol au niveau de la porte. Aucun affichage mentionnant que la porte était condamnée n'était présent ;

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de :

- remettre en état sous 7 jours les portes non-fonctionnelles,
- d'assurer sous 7 jours une accessibilité à l'ensemble des portes de secours de chaque cellule depuis l'intégralité des allées de cette cellule,

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Portes coupe-feu : fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de prévention

Prescription contrôlée :

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (portes, passages de gaines et canalisations...) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique. Ce dispositif est également manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.[...]

Constats :

La visite terrain a mis en lumière l'incapacité totale de l'exploitant à faire fonctionner la porte coupe-feu entre cellules 1 et 2 en manuel. En dépit de l'appel au prestataire vers 15h, en fin de visite à 18h30 l'essai n'a toujours pas pu être effectué. L'Inspection a, ainsi, noté que le déclenchement manuel n'était pas intuitif (pas de bouton en accès direct).

Par ailleurs, les portes de l'entrepôt ne sont manœuvrables que d'un seul des côtés de la paroi.

Durant la matinée un déclenchement de l'alarme incendie conduisant à une évacuation du bâtiment a eu lieu (déclenchement par capteur opacimètre suite à l'ouverture d'un sac de produit

pulvérulent). Lors de la visite terrain un cariste a été interrogé sur la fermeture des portes durant l'alerte. Il n'a pas pu le certifier mais selon lui les portes ne se sont pas fermées.
L'exploitant a précisé ultérieurement que l'asservissement était lié à la détection du système d'extinction automatique incendie (sprinklage).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sous 1 mois :

- d'apporter les justificatifs, pour chaque cellule, de l'asservissement des portes coupe-feu avec la détection du système d'extinction automatique incendie,
- de mettre en place des dispositifs manuels permettant de déclencher les portes coupe-feu depuis chaque côté des cloisons séparatives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Portes coupe-feu : maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Lors de la visite terrain l'Inspection a relevé que les contrôles périodiques des portes étaient réalisés annuellement (macarons sur les portes) et que la dernière opération de contrôle datait de janvier 2024.

Post inspection, l'exploitant a transmis par mail du 12 décembre 2024 le rapport du contrôle effectué le 31 janvier 2024.

L'exploitant a précisé pendant la visite qu'il y avait des non-conformités mais qu'elles avaient été levées. Le bon de commande a été transmis en même temps que le rapport de contrôle mais aucune preuve de réalisation n'a été fournie en dépit de l'alerte émise par l'Inspection sur les documents de nature à pouvoir justifier une levée de non-conformité.

Le rapport conclut que 5 portes sur 27 sont dans un état non satisfaisant.

Par ailleurs, la présentation du rapport ne permet pas de savoir si l'ensemble de la chaîne de déclenchement a été testée ou juste le caractère fonctionnel des portes et le caractère fonctionnel des détecteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> transmettre, sous 7 jours, les preuves de remise en conformité des 5 portes qualifiées de « non satisfaisantes » dans le rapport de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 10 : Fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, suivi documentaire
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> L'exploitant s'était engagé en février à régulariser sa situation en contrôlant 15 FDS par semaine ; les contrôles ont démarré en mai et se sont arrêtés en septembre avec seulement 10 contrôles en septembre selon le tableau présenté en séance selon les données du tableau de contrôle présenté, les FDS ne sont toujours pas toutes disponibles en français des erreurs persistent sur de mauvaises saisies de FDS avec des mentions de danger erronées qui sont affectées à certains produits (ex. Hivernage Aqualux). A noter que la même remarque sur ce produit a déjà été faite à l'exploitant dans le rapport D-1084 MRT-2023 suite à la visite d'inspection du 15/06/2023. <p>Enfin l'exploitant a indiqué qu'aucun suivi de la régularisation effective n'était mis en œuvre une fois l'écart identifié.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser, sous 3 mois, l'intégralité des FDS des produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 8 et article 8.7.5 de l'AP du 23/07/2015
Thème(s) : Risques accidentels, conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.
Constats : La visite des installations a permis de constater que des produits incompatibles étaient stockés ensemble dans plusieurs cellules et parfois à proximité immédiate. En particulier, il a été constaté lors de la visite terrain que des comburants (4440) et des liquides inflammables (4330, 4331 ou produits comportant les mentions de danger H224/H225/H226) étaient stockés dans une même cellule. Ce constat est corroboré par le fichier d'état des stocks consulté en salle. Cela concernait les cellules 1, 5.1, 5.5 et 7.3 avec des quantités importantes sur la 5.1, la 5.5 et la 7.3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter le point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en supprimant, sous 7 jours, les situations de stockages incompatibles au sein d'une même cellule.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 12 : Système de gestion de la sécurité (SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I points 1 et 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures
Prescription contrôlée : Point 1 Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. Point 3 Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.
Constats : L'Inspection a noté une absence de procédures d'exploitation courante relatives aux thématiques suivantes : gestion des dépassements des quantités, gestion des déchets, gestion de l'évacuation du personnel, gestion de la maintenance des portes coupe-feu.

Une attention particulière a été portée à la gestion des incompatibilités.

L'exploitant a indiqué en salle ne disposer d'aucune procédure formalisée pour le suivi des incompatibilités de produits.

Une fiche papier, réalisée par la responsable QHSE, reprenant les incompatibilités existe. Ces fiches sont stockées dans un classeur dans la partie administrative du bâtiment. Cependant l'information n'est pas remontée dans le logiciel de gestion des stocks donc la diffusion à l'intégralité du personnel et les modalités de prise en compte ne sont pas organisées. Ce fonctionnement manuel avec fiche papier semble peu adapté avec le nombre de références de produits stockés (3000) sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de mettre à jour, sous 1 mois, son SGS afin de garantir la maîtrise de l'exploitation concernant les points suivants :

- Gestion des dépassements des quantités :
 - d'établir, valider puis transmettre à l'Inspection une procédure encadrant l'identification préalable des risques de dépassement des quantités autorisées et les actions préventives,
 - d'établir, valider puis transmettre à l'Inspection une procédure encadrant la prise en compte des dépassements des quantités autorisées et les actions correctives associées,
 - de définir un plan d'action type ayant pour objet un retour à la situation nominale (respect des quantités autorisées) le plus rapidement possible,
- Gestion des déchets :
 - de définir et mettre en œuvre une stratégie de gestion des déchets permettant de respecter l'ensemble des dispositions de l'article 1.7.2 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017 ainsi que celles du point VII de l'article 25 de l'AM du 4 octobre 2010,
 - d'encadrer cette stratégie par une ou des procédures qui devront être intégrées au SGS au titre du point 3 de l'annexe I de l'AM du 26 mai 2014,
- Gestion de l'évacuation du personnel :
 - d'établir et valider une procédure visant à encadrer le maintien d'une situation nominale en matière de capacité d'évacuation, cette procédure devra préciser les contrôles ou visites de routine mis en œuvre ainsi que les modalités de réalisation d'actions correctives,
 - ces éléments seront intégrés au SGS à compter de leur validation
- Gestion de la maintenance des portes coupe-feu :
 - préciser les modalités de test des équipements,
 - le cas échéant proposer une planification de tests permettant de vérifier l'ensemble de la chaîne de déclenchement en faisant réagir les capteurs.
- Gestion des incompatibilités :
 - formaliser les modalités de gestion des incompatibilités de stockages : en phase préalable au stockage et contrôle lors des opérations de manutention,
 - maintenir en permanence la conformité aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 par la mise en place de procédures dédiées.

La mise en œuvre de ces procédures devra être assortie d'une formation du personnel dans un délai de 2 mois suivant la validation de la version mise à jour du SGS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, Respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Ventilation

Référence réglementaire : Article 8.4.3 de l'AP du 23 juillet 2015
Thème(s) : Risques accidentels, aération des locaux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique [...].
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater que des extracteurs d'air étaient en fonctionnement au niveau des cellules 5.2 et 5.4 notamment, en raison du niveau sonore des équipements. Au niveau du quai de chargement de la cellule 5.5 (quai associé aux produits relevant de rubriques Seveso) : <ul style="list-style-type: none">• en matinée, une porte de chargement était ouverte sans chargement en cours : l'exploitant a indiqué que cette mesure permettait de mieux aérer ce quai ;• en fin de journée, alors que les opérateurs avaient quitté les lieux, une alarme sonore était active. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de la détection chlore. Après avoir constaté que l'écran du détecteur affichait bien 0ppm, l'exploitant a acquitté l'alarme. Il a également présenté une instruction (présente en version papier dans la cellule) associée au déclenchement de cette alarme, imposant le port d'un masque en cas de déclenchement. L'exploitant a indiqué que cette alarme avait probablement été déclenchée avec la manutention de big bags de produits chimiques, préparés en attente de chargement pour le lendemain. Ce déclenchement lors d'une simple phase de manutention interroge sur le caractère suffisant de la ventilation de ce local.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- présente les dispositifs en place au niveau de la cellule 5.5 afin d'assurer la ventilation du local,- transmet l'instruction en cas de déclenchement de l'alarme chlore, présentée lors de la visite,- transmet un plan localisant l'implantation des détecteurs chlore présents dans cette cellule,- détaille le nombre de déclenchements enregistrés de cette alarme depuis le 10 décembre 2024, et le cas échéant, les mesures prises afin de réduire le risque vis-à-vis des émanations toxiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : demande de justificatifs
Proposition de délais : 1 mois